

5 RH
A2/10/12

Jean-Claude Mailly : «Une pression plus forte ici qu'ailleurs»



Dominique Perchet (à la tribune) reconduite à l'unanimité.

Deux trésoreries et un service des impôts vers la fermeture

La section FO des finances publiques est en colère : la fermeture des trésoreries de Chevillon et Rolampont, et celle du Service des impôts des entreprises de Joinville, ont été annoncées lundi. Pour être effectives au 1^{er} janvier 2014.

Une nouvelle preuve, selon Rachel Sugneau, secrétaire départementale, des «effets dévastateurs de la Modernisation de l'action publique», préjudiciable aux usagers comme aux agents. Nous y reviendrons dans une prochaine édition.

Le numéro 1 de Force ouvrière, Jean-Claude Mailly, a été frappé hier, à Semoutiers par le nombre d'interventions portant sur les conditions de travail, dans le privé comme le public.

La différence de leurs homologues des autres organisations syndicales, les militants haut-marnais de Force ouvrière ont le privilège de recevoir, à chaque congrès, leur secrétaire général, Jean-Claude Mailly. «Ici, ça tourne bien, estime le leader syndical, déjà venu en Haute-Marne il y a quelques mois. Il y a une équipe dynamique, avec une secrétaire très respectée par les militants et n'ayant peur de rien. En outre, malgré la baisse démographique, FO est en progression régulière dans ce département.» Toutefois, ce n'est pas pour tresser des lauriers à Dominique Perchet - reconduite dans ses fonctions à l'unanimité, comme l'ensemble du bureau - que Jean-Claude Mailly est venu hier, à Semoutiers, présider le 20^e congrès de l'union départementale. Mais bien pour écouter les témoignages des délégués (quelque 260 étaient réunis) et leur rappeler la position de FO sur les dossiers brûlants.

«Calculette à la place du cœur»
«J'entends ici plus d'interventions sur les conditions de travail



Quelque 260 délégués étaient rassemblés à Semoutiers

qu'ailleurs», constate d'abord le numéro 1 de FO. Cela est vécu comme une pression de plus en plus forte, dans le public comme dans le privé. On est allé jusqu'à parler de harcèlement, comme dans cette association, SOS femmes accueilli. C'est scandaleux ! D'ailleurs, nombre de décisions lui semblent incompréhensibles : «Quand on ferme des trésoreries (lire en encadré)... Quand on envisage de fermer le régiment de Chaumont pour le transférer dans la Meuse, désabillant Pierre pour habiller Paul... Quand on annonce que l'Usis, qui doit pourtant être près des entreprises, peut partir pour la région : je ne comprends pas.» Même incompréhension quant

à la politique gouvernementale : la non renégociation du traité européen, le fait que «le seul coup de pouce salarial, c'est + 0,3 % et toujours le gel de l'indice des fonctionnaires», la suppression de l'assistance technique aux collectivités (Ateas) envisagée par le projet de loi de finances, et d'une façon générale les réductions d'effectifs («c'est avoir une calculette à la place du cœur»).

Réforme «inacceptable»

Outre les questions du pouvoir d'achat («on n'en parle pratiquement pas !»), de l'emploi, des services publics et des conditions du travail, il y a surtout, pour Jean-Claude Mailly, celle des retraites. «Il n'y a pas d'urgence, assène-t-il. Ne pas tirer avant 66 ans, c'est inacceptable !» Avant d'ajouter qu'il fait un rapide calcul en 10 minutes : coïncider 43 ans et non 37 ans et demi au rythme de 35 heures par semaine, 9 000 heures de travail et c'est un retour aux 40 heures est pas rien ! Sur ce de FO a donc souhaité adresser une pétition aux parlementaires et mener une action de sensibilisation le 15 octobre prochain. L'Assemblée. «Tous les délégués seront représentés» annonce Jean-Claude Mailly. sept militants haut-marnais

Lionel Fon